

fabrice dhume-sonzogni

Préface d'Éric Fassin

## COMMUNAUTARISME

### ENQUÊTE SUR UNE CHIMÈRE DU NATIONALISME FRANÇAIS



## Introduction : sous le consensus, un certain ordre du monde

*Communautarisme* [1]... Dans la langue française, ce mot est un néologisme. Il n'existait quasiment pas il y a encore trente ans. Et pourtant, chacune ou chacun a sans doute le sentiment de savoir de quoi il retourne, car ce mot s'impose aujourd'hui comme s'il s'agissait d'une évidence. Dans les discours politiques, dans les médias ou encore dans la littérature grise prolifère l'idée que « les fractures communautaristes [...], chaque jour davantage, paraissent fragmenter la société française » [2]. Et d'aucuns de prétendre en conséquence dresser un « état des lieux en France [d]es tentations communautaristes », pour immédiatement préciser qu'en fait, « en France, le phénomène communautariste occupe indiscutablement un espace médiatique exagéré à l'aune de son épaisseur réelle dans la société » [3]. Alors quoi : l'on joue à se faire peur ?

L'écart entre la dramatisation rhétorique et la minimisation pratique est une constante de ce discours. De réalité factuelle il n'y a guère, ou alors rien qui ressemble à ce que le mot semble désigner, mais le discours apeuré ou effrayant, lui, est néanmoins incessant. *Communautarisme* a d'abord pour réalité (et peut-être pour unique réalité ?) d'être un discours qui annonce un scénario-catastrophe en affirmant l'urgence de réagir ou en déplorant qu'il soit déjà trop tard. Aussi, si l'on veut être conséquent, s'intéresser au *communautarisme*, c'est se pencher ni plus ni moins sur les discours qui utilisent et ce faisant légitiment cette *catégorie*, comme sous l'effet d'une impérative nécessité de l'ère du temps. Que veut dire que l'on fasse de *communautarisme* un motif si central des discours publics ? Que se joue-t-il plus largement dans la circulation et la diffusion de ce terme de peur dans le langage politique contemporain ? De quoi *communautarisme* est-il réellement le nom ?

Dans l'époque, la forme en *-isme* suggère d'emblée que l'on a affaire à une figure négative - « un vilain mot pour une vilaine chose » [4]. Elle indique au moins un excès, si ce n'est un présupposé de radicalisation. Avec ladite « fin des idéologies », autant ces mots n'ont plus bonne presse, autant ils prolifèrent comme jamais. Leur inflation dans les discours politiques traduit une substitution et une

captation : le temps n'est plus au combat pour des idées et pour leur internationalisation, ce sont plutôt des « combats ordinaires », dans un cadre national représenté par l'État (ou un cadre européen représenté par son administration), qui occupent nos attentions quotidiennes. Comme si l'État-nation ou son émanation internationale devait être la fin de toute politique. La « lutte contre le communautarisme » a-t-elle vocation à prendre place dans la grande série des petites « maladies sociales » d'une société sécuritaire : lutte contre le tabagisme, l'illettrisme, l'immobilisme, etc. ? Ou ce mot témoigne-t-il d'autre chose, plus massif, d'une figure scandaleuse et effrayante, qui pourrait figurer un nouvel ennemi dans l'ère post-communiste ?

Pour répondre à ces questions, il faut investiguer la catégorie *communautarisme*, ses usages dans les discours politiques, sa diffusion dans l'arène publique, et les effets sociaux que ce discours a sur l'organisation et la représentation de la réalité sociale. Travailler sur une catégorie signifie s'intéresser à la façon dont la réalité est définie, et dont les faits sont nommés, construits et classés. La catégorisation *ordonne* le monde social, au double sens du terme : elle met en ordre et prescrit des places, elle organise et donc contribue à produire le réel. Aussi, déconstruire la notion de *communautarisme* doit permettre de comprendre non seulement d'où elle vient et quel sens elle véhicule, mais également de quelle conception du monde ce terme est l'empreinte et le vecteur. Qu'est-ce que le discours du *communautarisme* fait au monde ? Comment dispose-t-il les places et les forces, au service de quelle conception politique de la société ?

En conséquence, la question n'est nullement de savoir si la catégorie est pertinente ou non, pour désigner tel ou tel type de situations. On verra chemin faisant le lien entre la catégorie et les réalités sociales qu'elle prétend recouvrir et désigner, mais la question n'est pas d'en arbitrer le juste emploi, d'autant que « les critères permettant de trier le bon grain communautaire de l'ivraie communautariste [sont] tout sauf précis » (Levy, 2005, p. 110). La pertinence d'une catégorie dépend de la croyance que l'on a dans les cadres qu'elle présuppose. Autrement dit, c'est d'abord le *référentiel*<sup>[5]</sup>, la grille de lecture sous-jacente dans laquelle la catégorie prend sens, qui détermine le sentiment qu'elle serait pertinente et que le problème serait tel qu'on le dit. Derrière la catégorie et son fonctionnement, c'est la sorte de *paire de lunettes sociales* qu'il s'agit de saisir, celle qui fait voir et envisager la réalité, de façon particulière, comme une question de *communautarisme*.

## Une enquête sociologique sur les rapports sociaux

La transformation des représentations du monde ne découle jamais d'une « génération spontanée » ni de la naissance en soi de nouveaux faits sociaux qui imposeraient d'eux-mêmes de nouveaux enjeux. Elle est toujours liée au fait que certains acteurs, certains réseaux d'acteurs se mobilisent pour faire valoir leur point de vue et leur définition des enjeux comme devant être *la bonne manière* de voir, de dire et de traiter des choses. Une question est donc de savoir qui a quel(s) intérêt(s) à présenter la réalité sociale sous l'angle du *communautarisme*. Mais par-delà des gens et des groupes éventuellement identifiables, la question qui guide cette enquête sociologique sera de comprendre quel front se dessine à travers ce discours, pour opposer quoi à quoi et qui à qui.

Le seul fait de titrer par exemple « Communautarisme. Menace sur l'école », comme le faisait en 2003 *Le Monde de l'éducation*, traduit une représentation du monde organisée par une frontière et une réalité implicitement bonne - ici, celle de l'institution scolaire - risquant d'être débordée ou pervertie par une autre réalité, définie négativement. Qui ou quoi ce discours représente-t-il comme une « menace » ? Et menace d'invasion ou de perversion supposée concerner qui ou quoi ? Autrement dit, quel ordre social ce discours sert-il à défendre ? ordre reposant toujours sur l'idée d'un « chacun à sa place », et donc de places distinctes, attribuées aux un.e.s et aux autres, en dépit ou à travers l'affichage formel des principes supposés communs de « liberté, égalité, fraternité ».

À travers ce mot de *communautarisme* et ses usages, il s'agit ainsi d'observer l'espace (du discours) politique du point de vue des rapports sociaux. L'idée de *rapport social* est une abstraction théorique. Elle fait imaginer l'existence d'acteurs collectifs existant à une échelle historique et globalement opposés : « la bourgeoisie *versus* le peuple » dans les rapports sociaux de classe, « l'Occident *versus* l'Orient » dans l'orientalisme, « les femmes *versus* les hommes » dans le sexisme, les « Français *versus* les étrangers » dans le nationalisme,... ce dernier désignant la « disposition à considérer que l'identité nationale prévaut sur toutes les autres identités sociales et que l'allégeance nationale a plus de valeur que toute autre allégeance » (Lorcerie, 2003, p. 60). De façon générale, un rapport social est « une tension qui traverse le champ social et qui érige certains phénomènes sociaux en enjeux autour desquels se constituent des groupes sociaux aux intérêts antagoniques » (Pfefferkorn, 2012, pp. 95-96). Ces groupes *tendanciellement* opposés ne sont pas naturels et ne préexistent pas à ces rapports de pouvoir, ils en sont le produit *social et politique*. En assignant de fait les individus à des places distinctes, et en les confrontant à des expériences répétées qui marquent des différences de statut dans la société, ces rapports sociaux « déterminent des places et des chances et imposent des « communautés de destin » telles que, par elles-mêmes, elles produisent des solidarités et des rivalités » (De Rudder et *alii*, 2000, pp. 38-39).

Les rapports sociaux opposent des groupes ainsi produits en fonction d'un principe hiérarchique, qui se traduit de façon verticale (domination de certains par d'autres) et/ou de façon plus horizontale (exclusion ou marginalisation à l'égard de certaines sphères d'activité ou de ressource). Les groupes en position dominée sont dit *minoritaires* - soit, ceux qui sont considérés comme moins légitimes, et/ou qui sont par exemple couramment exposés aux discriminations. Les groupes en position dominante sont dits *majoritaires* et regroupent ceux qui exercent ces discriminations et/ou qui tirent les bénéfices potentiels de cette situation de relatif privilège. Majoritaire désigne le groupe non nécessairement le plus nombreux mais ayant de fait le pouvoir d'édicter ses propres normes comme constituant la référence pour tous et toutes (le « normal » ou le « neutre »). En conséquence, ces normes ont pour effet de minoriser d'autres groupes, de les faire apparaître comme anormaux, moins capables ou moins légitimes, ce qui justifie en retour leur maintien dans une position subalterne.

La présente enquête repose sur l'idée que *communautarisme* se réfère à des « communautés » présumées distinctes et plus ou moins légitimes en fonction de ces hiérarchies sociales, et donc que le discours du *communautarisme* a pour objet la production de ces « communautés », la défense du groupe majoritaire et le maintien des minorisés à « leur » place. Si tel est bien le cas, il faudra se demander jusqu'où le Majoritaire est prêt à aller pour maintenir sa domination, et donc en l'occurrence vers quoi nous conduit en réalité le discours du *communautarisme*.

## Présentation de l'enquête

Ce livre reprend le cours d'une analyse entamée il y a plus de dix ans. Au plus fort du discours sur le *communautarisme* et le *repli communautaire*, alors que se jouait la face la plus visible de l'entreprise politique visant l'interdiction du voile à l'école (2003-2004), j'avais conduit une enquête sociologique touchant ces questions dans le cadre scolaire. Menée entre 2004 et 2006 la demande du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) et du ministère de l'Éducation nationale, cette recherche<sup>[6]</sup> portait sur un intitulé qui posait sociologiquement problème : « racisme, antisémitisme et communautarisme ». Si ce triptyque semblait ne pas faire problème pour les institutions publiques commanditaires, elle générait de la perplexité chez le sociologue.

En effet, travaillant notamment sur la discrimination raciale, j'étais familier de la catégorie racisme.

Je pouvais aussi comprendre que l'on associe et dissocie en même temps « racisme et antisémitisme » – quoique, surtout dans le contexte où l'institution scolaire était préoccupée par les éventuelles répercussions en France de la « seconde Intifada » [7], dans la guerre israélo-palestinienne, cela prenait un sens très particulier, et constituait un cadre politiquement et sociologiquement problématique pour aborder la question du racisme à l'école. En revanche, hormis les préjugés ambiants que je partageais – qui me faisaient comprendre implicitement ce que les commanditaires voulaient dire et ce qu'ils attendaient –, je ne voyais pas quoi faire sociologiquement de la catégorie « *communautarisme* », qui ne prolonge et ne valide malgré moi un prisme analytique que je supposais poser problème. J'entrepris alors une analyse spécifique et une historicisation de cette catégorie de discours, de façon distincte de la recherche sur le racisme à l'école. Cette enquête sur le terrain des discours politiques et médiatiques constitue le corpus premier de cet ouvrage.

Cette recherche a depuis été publiée, notamment sous la forme de deux livres distincts : *Racisme, antisémitisme et « communautarisme » ? L'école à l'épreuve des faits* (L'Harmattan, 2007), et *Liberté, égalité, communauté ? L'État français contre le communautarisme* (Homnisphère, 2007). C'est ce second titre que les éditions Démopolis m'ont proposé de republier. L'analyse et le corpus de départ datant de plus de dix ans, il a fallu l'actualiser. C'est donc ici un texte inédit.

Je retiens de ce retour au matériau trois choses principales. La première est que l'analyse faite à l'époque, ainsi que les intuitions formulées pour la suite, se sont amplement confirmées. Plus encore, le discours du *communautarisme* semble avoir joué pleinement comme une prophétie auto-réalisante. La deuxième est que j'ai néanmoins avancé dans la compréhension de certaines dimensions du problème ; l'évolution du titre de l'ouvrage témoigne que j'accordais il y a dix ans une place plus centrale à la question de l'État en lui-même, tandis qu'il m'apparaît plus clairement aujourd'hui que la question se joue dans le *rapport* du nationalisme à l'État et ses institutions (entre autres). Le dernier constat est que le champ de discours sur ce thème a tout de même évolué, et notamment sur deux points importants. Premièrement, depuis 2005, cette notion a fait l'objet d'un nombre croissant d'écrits, parmi lesquels on peut voir rétrospectivement le rôle actif joué par une série de chercheurs ou d'intellectuels dans l'entreprise politique et morale de légitimation de cette grille de lecture. Deuxièmement, là où il semblait clair – dans ma propre analyse comme dans toutes celles que j'ai lues – que *communautarisme* était un mot à charge que nul ne revendiquait pour lui-même, force est de constater que ce n'est plus entièrement le cas aujourd'hui, et que certains auteurs revendiquent désormais ce terme. Cela est inédit, et me semble témoigner du fait que l'invention de cette catégorie de dénonciation a depuis produit d'étonnants contre-effets.

Ce livre répond à un triple projet de connaissance. D'abord, il s'agit d'analyser un ensemble de discours, réuni et circonscrit par un mot : *communautarisme*. Partant du constat que ce mot est récent dans le vocabulaire politique, mais qu'il s'est imposé très rapidement et massivement, il s'agit de comprendre ce qui se dit dans ce nom, sous l'apparente évidence partagée. Ensuite, il s'agit de prendre *communautarisme* comme un analyseur d'une époque, saisie à travers ses discours médiatiques et politiques. Ce livre repose sur le pari que la trajectoire de ce terme permet de saisir et de comprendre bien des évolutions politiques qui se jouent depuis au moins les années 1980. Enfin, il s'agit d'éclairer des formes de raisonnement et d'action dans l'espace politique, en prenant ce mot tout à la fois comme un produit, un véhicule et un opérateur actif d'une *certaine représentation sociale* de la société. Du point de vue de l'analyse des rapports sociaux, il s'agit d'observer et de comprendre comment, dans une époque d'importante mise en question des manières de « vivre ensemble », le groupe majoritaire tente de maintenir un certain ordre social fondé sur la disqualification de certains groupes et le déni de certaines réalités.

L'analyse qui suit est rythmée par ces trois faces du projet. Le premier chapitre nous fait entrer dans le nom de *communautarisme*, sans passer par la case « définition ». Il vise à écouter ce qui se dit dans les discours publics (presse, ouvrages, blogs, discours politiques et institutionnels...) qui

utilisent cette catégorie, pour comprendre de l'intérieur comment ce mot amène à voir la réalité sociale, et comment il fonctionne. Dans un deuxième chapitre, une enquête spécifique au sein de la presse quotidienne nationale permet de retracer la généalogie du mot. Il s'agit cette fois de comprendre dans quel contexte il est apparu, comment il s'est imposé dans le temps, et comment il témoigne d'une transformation de l'espace des discours médiatiques et politiques. Enfin, le troisième chapitre porte sur une double question : comment interpréter à la fois le fonctionnement de cette catégorie et les transformations du discours public qu'elle contribue à produire ? Et quels sont les effets concrets de ce discours, à la fois sur les acteurs (ceux qui tiennent ces discours, leurs destinataires, et leurs cibles), et plus largement sur le contexte social et politique actuel de la société française ?

## Notes

[1] Pour ne pas alourdir le texte, je ne reproduirai pas systématiquement les guillemets qui conviendraient à ce mot, dont le sens constitue un problème, qui fait l'objet de cette enquête.

[2] Keslassy E., « La république à l'épreuve du *communautarisme* », *Les Notes de l'Institut Diderot*, 2011, p. 8.

[3] *Ibid.*, p. 11.

[4] ARFI J., *Les enfants de la république. Y a-t-il un bon usage des communautés ?*, Paris, La Martinière, 2004, p. 7.

[5] En sociologie politique, un *référentiel* est un ensemble d'images, de représentations du monde, qui constituent une « grille de lecture » de la société et orientent l'action publique (Muller, 1990).

[6] DHUME F., « Racisme, antisémitisme et « communautarisme ». Manifestations publiques et significations sociales à l'école », Rapport pour le FASILD et le ministère de l'Éducation nationale, ISCRA, 2006.

[7] Ce terme désigne la série des événements relatifs au soulèvement des Palestiniens contre la domination israélienne, sur la période qui va approximativement du mois de septembre 2000 au printemps 2006.